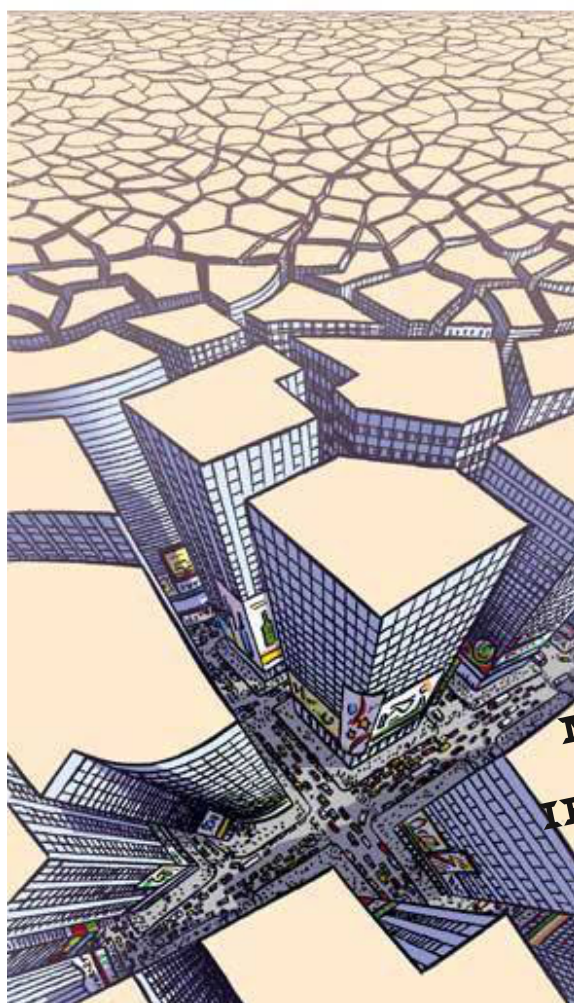


BULLETIN
FRANCOPHONE
RECLAIM THE FIELD

Feuille de Chou N°3



**MARS 2017 -
PARUTION
IRRÉGULIÈRE**

SOMMAIRE

- Rencontres francophones RTF _____	P.3
- Pour une mise en culture de la constellation _____	P.4
- Fourche et Champ Libre _____	P.6
- Rhizome - le retour _____	P.8
- Une ferme se libère _____	P.9
- Caracoles Sagar - des nouvelles _____	P.11
- Bure, une année déter' contre le projet CIGÉO ! _____	P.13
- Mouvement sur la voie de 96 _____	P.17
- « Oh ! Quel beau service écosystémique ! » _____	P.19
- Les jardins partagés _____	P.21
- La Fontaine: entre utopie ambitieuse et difficile retour à la réalité	P.27

Il existe déjà un bulletin RTF, qui paraît entre chaque assemblée européenne, et contient les informations du réseau (fonctionnement, assemblée, ...).

Ils sont trouvable dans tout bon infokiosque et sur le site
<http://www.reclaimthefields.org>

Il existe plein de listes de diffusion : francophone, européenne, bretonne, thématiques...

Pour s'inscrire à une d'entre elles :
reclaimthefields.org/maillinglists

Pour prendre contact vous pouvez écrire aussi à:
contact@reclaimthefields.org

RENCONTRES RTF FRANCOPHONES 2016

Dans les deux précédents numéros de feuille de choux, les compte-rendus des rencontres francophones étaient intégralement retransmises. Pour ce troisième numéro, concernant le compte-rendu des rencontres francophones 2016, j'ai opté pour la solution : un minimum d'effort pour un maximum de résultat ! Alors voici un résumé de ce compte-rendu que vous pouvez toujours retrouver sur le crabgrass de " Reclaim the fields France " (mais qu'est-ce que le crabgrass ? Hum hum....)



La rencontre francophone 2016 de Reclaim the Fields a eu lieu les 11 et 12 novembre à la maison de résistance à Bure. Ce village qui résiste encore et toujours contre le projet d'enfouissement nucléaire en Meuse et Haute Marne.

Cette rencontre, précédée d'une journée et demi de formation / présentation de RTF a avant tout permis à des personnes du Grand-Est de découvrir concrètement le réseau, ses outils et les différentes actions / réflexions de la constellation et des étoiles qui la composent. Ce qui est important de retenir, en tout cas pour ma part, a été cette création de « valeurs communes » qui pointent nos ennemis, nos problèmes, nos idéaux et nos objectifs.

Cette rencontre, nous a permis de nous (re)trouver, d'échanger dans nos luttes, nos désirs, nos attentes, nos interrogations. Beaucoup d'entre nous ont souligné qu'il était important de se rencontrer pour de futurs partages, entraides, et convergences de projets, pour créer plus de liens dans nos territoires. La notion de « faire collectif » a été abordée : nous devons « faire collectif » à diverses échelles, pour diverses idées. Inévitablement la question du juridique, (nos statuts, nos droits, nos luttes, nos défenses,...) a prit place dans l'assemblée et un groupe s'est formé pour continuer à penser, à véhiculer les savoirs de chacune-s et peut-être bien créer une plate-forme numérique qui rassemblerait nos connaissances. Des envies de formations juridiques se rejoignent.

De ces rencontres est né le groupe local « Grand Est » rassemblant quelques dizaines de paysan-ne-s en collectif ou seul-e-s, en vagabondage ou encreé-e-s dans un territoire fixe. Et déjà une dizaine de projets parsemés ici et là essayent de se retrouver autour d'un calendrier commun !

La rencontre de Bure s'est avérée fondamentale pour la création du groupe Grand-Est, les rencontres à venir pourraient ainsi avoir lieu dans des zones géographiques où il y a des volontés locales de se rencontrer, de se structurer.

Enfin, entre divers sujets allant des semences au compagnonnage fourche et champ libre en passant par les luttes de Bure, de Roybon, et de NDDL, l'envie de relancer le bulletin francophone, ce bulletin, a émergée. Mais pourquoi le relancer ? Pour qui surtout ? Est-ce un bulletin d'informations entres étoiles ? Serait-ce un outil de propagande ? On a pas su répondre clairement à nos questions, mais on s'est retrouvé quelques un-e-s autour d'une table avec l'envie de le faire vivre.

Tout ce bouillon de réflexions, partages s'est joyeusement terminé autour d'une action « barricade agricole » où quelques centaine d'arbres et de haies ont été replantés autour d'une (et dans une) parcelle menacée par l'Andra (agence nationale pour la gestion des déchets nucléaires). Du vin chaud accompagné d'un bon gros festin comme savent le faire les militant-e-s de la maison de résistance a été partagé pour réchauffer nos cœurs, notre détermination à sauver cette parcelle, nos derniers moments tou-te-s ensemble et nos mimines !



POUR UNE MISE EN CULTURE COMMUNE DE LA CONSTELLATION

Présenter Reclaim the fields est souvent un défi et pourtant, il se répète chaque fois qu'on organise quelque chose (rencontres, écritures,...) ou qu'on invite à rejoindre la constellation. C'est comme ça qu'il y a maintenant plus de 4 ans, pendant les rencontres francophones d'Avignon, un petit groupe a décidé de travailler sur des moyens de présenter et transmettre ce qu'est RtF.

Pourquoi présenter RtF ?

Au départ, l'idée était de trouver des moyens de faire découvrir RtF à ceux qui ne le connaissent pas, permettre de partager une base commune pour que les nouvelles arrivant.e.s puissent se réapproprier et participer à la dynamique de la constellation dès leurs premiers rassemblements, soutenir des dynamiques locales en permettant à des gens de se croiser autour de ces questions et de sentir qu'ils ne sont pas tout.e.s seul.es, et pourquoi pas lancer des groupes locaux s'il y en a l'envie.

À ça s'ajoute aussi l'envie de se construire une culture commune autour des questions politiques et agricoles : de partager et échanger à partir des expériences des unes et des autres, des analyses du monde qu'on critique et des propositions (par exemple d'un côté une critique du capitalisme, de la société néolibérale et marchande et d'un autre l'idée qu'on peut se réapproprier les terres, notre alimentation et nos vies) de savoir comment et pourquoi le réseau en est là en en connaissant l'histoire, les débats, les difficultés, ... bref, de se sentir participer à un mouvement commun dont on partage des éléments, même si un des enjeux de RtF est d'être et de rester ouvert à une grande diversité d'idées, de pratiques, de statuts, ...

Et par dessus le marché, on voulait que ça soit participatif, dynamique, pas trop chiant, ... à l'image de la constellation, quoi.

La lente mise en place d'une session « formation »

Alors, à l'occasion de différentes rencontres (pendant le camp à Hambach en Allemagne, sur le plateau des Millevaches, lors d'une assemblée européenne à Nikkith, ...), on a travaillé sur ces questions : sous quelles formes on ferait tout ça, qu'est ce qu'on aurait envie de raconter ? à qui ?, ... le groupe a évolué à chaque rencontre, avec quelques éléments fixes, et les choses ont commencé à prendre forme...

Un premier essai a enfin été fait en juin 2015

en Bretagne et une trame d'un week-end d'une journée et demie de discussions, qui a ensuite été retravaillée avec d'autres, avant d'être proposée en amont des rencontres francophones de Bure.

Dans cette journée et demie, il y a un temps de présentation de l'histoire de RtF, (avec un magnifique power point, désormais sonorisé, et bientôt hélas dépassé...), de ses liens avec la Via Campesina, et un temps de présentation des participant.e.s et de comment ou pourquoi illes se retrouvent dans ce que semble porter RtF.

Il y a ensuite des temps de discussions sous différentes formes autour de ce que signifie "luttres paysannes", et les différents termes fréquemment employés dans le réseau comme "autogestion", "anti-autoritaire", "anticapitaliste", "modes de productions collectifs, coopératifs, autonomes", "solidarité" et "action directe".

Il y a ensuite deux temps prévus autour de ce qu'on appelle "identifier l'ennemi", histoire d'avoir une idée des politiques et stratégies en cours influençant l'agriculture et l'alimentation à partir de différentes sources et des connaissances des un-es et des autres : d'une part à l'échelle mondiale, et d'autre part au niveau français pour connaître les bases du contexte politico-administratif auquel on est confronté.

Selon le contexte, ce temps se termine ou non par un temps de discussion autour de "comment on continue ensemble, qu'est ce qu'on a envie de faire localement, ... "

Cet outil est à améliorer, en permanence, au sein d'un groupe rejoignable constitué de gens qui l'ont déjà vu en oeuvre une fois et de ceux qui travaillent dessus depuis plus de temps.

La session à l'occasion des rencontres francophones 2017 à Bure

On a donc fait une session avant les rencontres francophones 2017 qui ont eu lieu à Bure,

à l'invitation de ceux qui luttent contre l'enfouissement des déchets nucléaires par là-bas : cela faisait donc une première journée et demie consacrée à la "découverte de RtF, ses idées, ses fonctionnements, ses étoiles, le contexte agricole,...", suivie ensuite d'un temps plus "classique" de rencontres annuelles pour discuter de ce qui avance ou pas au sein de la constellation francophone.

Le moment de "formation" (dont on ne sait toujours pas le nom, la dernière suggestion étant "mise en culture commune") a été un chouette moment, on était trois à l'animer, et il y avait une vingtaine de participant.e.s en moyenne (le top du top, c'est quand les gens participent à toute la session, mais c'était pas facile dans le contexte présent, où pas mal de gens étaient aussi beaucoup investis dans la préparation d'actions et d'organisations locales).

Globalement, on a eu l'impression que ça permettait de prendre le temps de se rencontrer et d'avoir des discussions pour faire connaissance, découvrir des lieux, des pratiques : pas mal de personnes connaissaient RtF mais participaient pour la première fois à des rencontres, et ça a l'air de leur avoir donné envie de rejoindre la constellation, de s'impliquer dans des projets en cours (le fonctionnement de Fourche et Champ Libre, l'écriture d'un bulletin francophone, le lancement d'un groupe "grand est" par exemple). Il y a eu quelques remarques sur la pertinence ou non de faire dans ce temps de découverte de RtF des moments sur le contexte agricole actuel, les institutions,.... Jusqu'ici, l'idée était de profiter de ces temps de rencontres pour avoir un minimum commun de connaissance du monde contre lequel on lutte, même si bien sûr, plein de gens savent déjà une grande partie de ce qui se raconte. mais un des enjeux de cette formation est aussi de profiter de ce que les un.e.s savent pour construire ces réflexions communes.

A quoi servent les rencontres francophones annuelles ?

On s'est finalement posé la question de l'articulation entre ce temps de "formation" et ce qu'on "les rencontres francophones" en elles-mêmes. C'était confus pour plusieurs personnes qui ne voyaient pas trop la différence, ne l'avait pas vu dans l'invitation, et finalement, on s'est retrouvé à redire pas mal de choses qui avaient été présentées dans la "formation"

pendant le temps des rencontres pour faire le point sur l'avancée de groupes de travail. Finalement, on en est venu à se demander si on ne pourrait pas revoir le but et l'organisation des rencontres francophones.

Puisque les rencontres francophones qu'on essaye de faire annuellement sont globalement le moment de l'année où RtF se rend visible et rejoignable largement - le reste du temps, des projets, des groupes de travail ou des groupes locaux avançant à leur rythme et se faisant connaître par leurs propres moyens- pourquoi ne pas envisager alors plutôt chaque année une rencontre "découverte de RtF" ? Ca permettrait de faire connaître l'existence de la constellation, de la rejoindre pour ceux qui veulent, de rencontrer des gens qui partagent des idées, de mettre en lien des gens et des projets, de rencontrer des personnes qui sont déjà depuis un certain temps dans la constellation ? S'il y a des thématiques à travailler, des groupes à constituer, des suites à donner à ce qui existe déjà (les bases ? bulletin, outils informatiques, l'organisation de prochaines rencontres) celles ci pourraient se donner des rendez vous ensuite, entre gens qui savent de quoi illes vont parler (même s'il faut veiller à ce que ça reste rejoignable).

Tout ça impliquerait qu'il y ait une trame un peu récurrente tous les ans (à partir de celle existante ?), qui s'adapterait en fonction des gens qui la porteraient, des enjeux du moment (les discussions politiques pourraient changer (qu'est ce qu'être paysan, pour qui pour quoi produire, ...), et surtout, il faudrait que les personnes déjà impliquées dans le réseau joue le jeu de venir pour permettre cette intégration, transmission, diffusion de la constellation...

On en reparle à de prochaines rencontres ? ou à travers les prochains bulletins francophones ?

les prochaines étapes

Tout ça fait pas mal d'enjeux et de pistes de réflexions pour continuer à avancer sur ces questions, et tous les retours ou suggestions sont les bienvenues! Pour l'instant, la prochaine étape est un we de travail sur la formation au mois de juin dans le Centre, pour avancer notamment sur la présentation du contexte agricole mondial sous une forme différente (qui laisse plus de place à des analyses faites par des gens en lutte, par exemple).

RÉSEAU DE COMPAGNONNAGE AGRICOLE

FOURCHE ET CHAMP LIBRE



une initiative proposée par
Reclaim the Fields

FOURCHE ET CHAMP LIBRE

Fourche et Champ Libre est un réseau de fermes qui accueille toute personne désireuse d'apprendre l'agriculture, partager l'histoire de ces lieux et leurs pratiques politiques. Il s'appuie sur la rencontre entre des personnes souhaitant concrètement être accompagnées (ou souhaitant un complément de formation) dans l'apprentissage de pratiques agricoles et des individus/collectifs déjà installés en agriculture.



Extrait des « Principes du compagnonnage » :

Entre autres offensives, une des propositions pour enrayer le modèle dévastateur d'agriculture industrielle pourrait impliquer des échanges locaux et régionaux, basés sur des modes de productions agroécologiques adaptés aux besoins alimentaires décidés par les habitant-e-s d'un territoire. Dans une logique globale des luttes pour renverser l'actuelle tendance, il devient urgent de reprendre les champs et de s'y installer sur la base d'une terre travaillée, partagée et habitée.

Le modèle de formation agricole institutionnel n'est pas adapté pour satisfaire l'exigence de nombreuses installations. C'est un modèle qui vise surtout à formater de futurs « chefs d'entreprises agricoles », qui défend l'idée que le seul atout de l'agriculture réside dans l'insertion sur le marché, le productivisme et la rentabilité.

Nous pensons qu'il existe un grand déficit de partage de connaissances et de pratiques émancipatrices. Favoriser les processus d'installation paysanne implique d'interroger et sûrement de re-valeuriser les modes de vie et les savoir-faire paysans, notamment dans tout ce qu'ils comportent de conscience politique et de pratiques de luttes, de solidarités et de résistances collectives au système capitaliste.

Nous avons besoin que des fermes ou lieux existants aient envie de partager leur savoir-faire, les techniques de base de production, mais également partager leurs expériences et leurs imaginaires politiques.

Le réseau de compagnonnage veut participer à la réappropriation de ces savoirs et pratiques nécessaires à l'installation de nouveaux paysan-ne-s.

Il se veut être un outil de réflexion, d'échanges et d'actions autour des questions d'accès à la terre, des pratiques agricoles, des modes d'organisation de la production, de l'utilisation et l'échange de semences libres, de la possibilité de se constituer en fermes collectives.

S'investir dans ce réseau, c'est donner une place aux initiatives d'installations hors normes en agriculture (ce qui comprend bien sûr les projets vivriers). C'est aussi soutenir la création d'un outil d'émancipation collective et de nouvelles fermes de résistances.

Le réseau, c'est quoi ? Comment ça marche ?

- Ce réseau s'adresse à toute personne désirant se former à l'agriculture d'une manière alternative, qu'elle ait de l'expérience ou non.
- C'est un réseau de lieux expérimentant des modes de vie émancipateurs, basés sur l'agriculture paysanne.
- Apprendre au travers de ce réseau c'est avant une rencontre et un échange avec des personnes résistant de par leurs modes de vie et leurs pratiques de luttes au modèle agro-industriel et au système capitaliste.
- Si la rencontre est fructueuse, la forme et la durée du compagnonnage est à définir entre les habitant-e-s d'un lieu et le-la compagnon-ne en fonction des attentes de chacun-e.
- C'est un outil de réflexions et d'actions pour permettre et encourager l'installation paysanne (collectifs, associations de paysan-ne-s).

INFOS / CONTACT :

fourcheetchamplibre@riseup.net

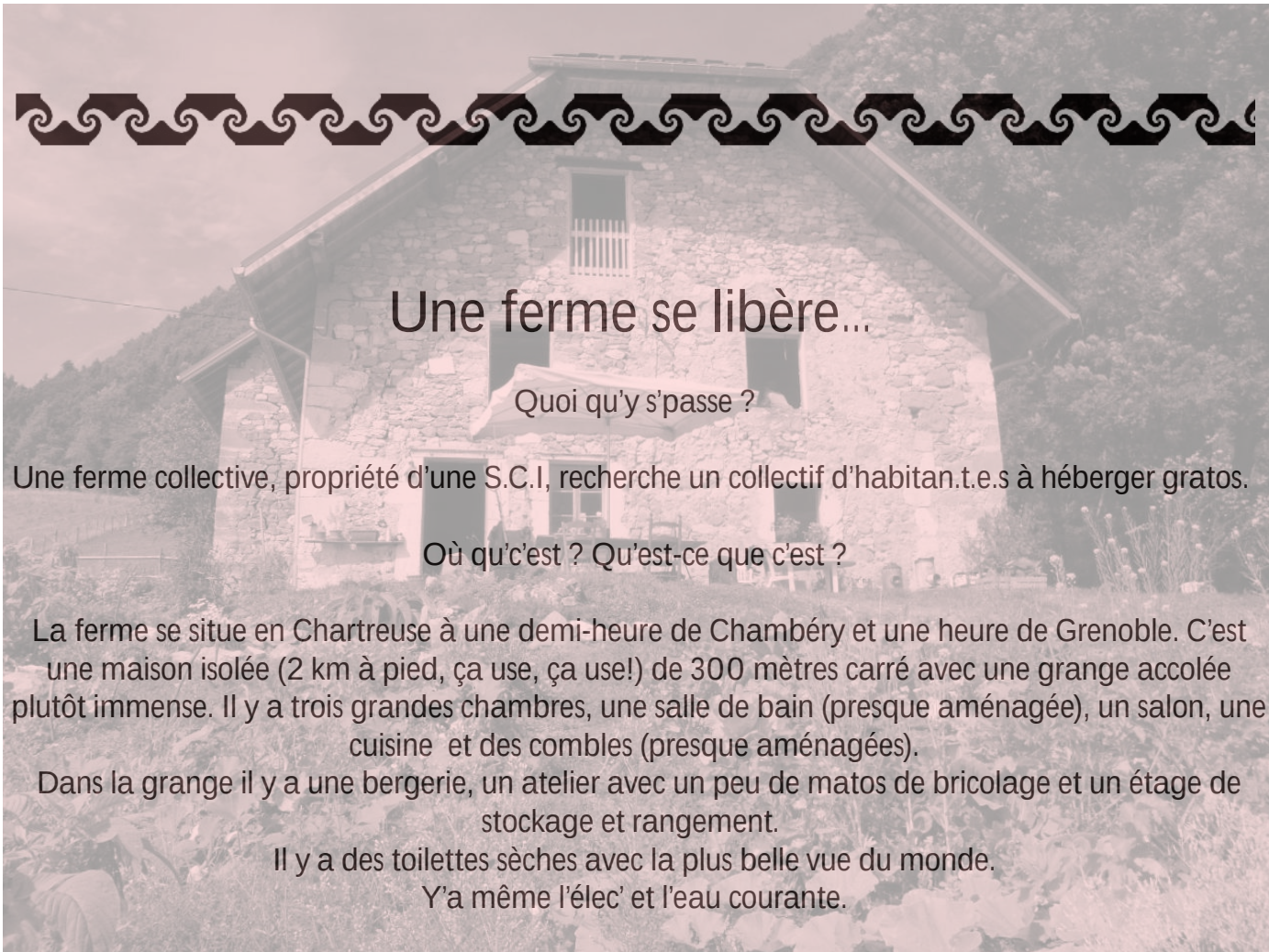
www.reclaimthefields.org/fourcheetchamplibre

RHIZOME, LE RETOUR

Ça bouge chez les amis helvètes ! Ça se ramifie, ça bourgeonne, ça s'enracine, bref ça rhizomatise ! Et ça résonne jusque chez nous sous la forme d'un journal ! Cette feuille de choux, nommée rhizome, écrite par des anarchistes, vient nous parler pour la deuxième fois, du génie génétique, de son monde et des luttes qui fleurissent pour les contrecarrer. Dans ce fanzine, on découvrira des compte-rendus d'actions enfiévrées contre les promoteurs de la peste OGM, on pourra lire comment fascistes et autres laquais du capital tentent de s'infiltrer dans nos luttes, on s'informerait de ce que la recherche nous prépare en innovation génétique mortifère...

Ce fanzine, fait également la promotion de deux brochures incontournables dans la lutte contre le génie génétique : « le champ du contrôle » qui est un recueil de texte contre le génie génétique et la domination et « En un quart d'heure c'est fait », qui est une interview de trois militants qui évoquent notamment l'impact de l'idéologie citoyenniste dans la lutte.

Ce fanzine, fait également la promotion de deux brochures incontournables dans la lutte contre le génie génétique : « le champ du contrôle » qui est un recueil de texte contre le génie génétique et la domination et « En un quart d'heure c'est fait », qui est une interview de trois militants qui évoquent notamment l'impact de l'idéologie citoyenniste dans la lutte.



Une ferme se libère...

Quoi qu'y s'passe ?

Une ferme collective, propriété d'une S.C.I., recherche un collectif d'habitant.e.s à héberger gratos.

Où qu'est ? Qu'est-ce que c'est ?

La ferme se situe en Chartreuse à une demi-heure de Chambéry et une heure de Grenoble. C'est une maison isolée (2 km à pied, ça use, ça use!) de 300 mètres carré avec une grange accolée plutôt immense. Il y a trois grandes chambres, une salle de bain (presque aménagée), un salon, une cuisine et des combles (presque aménagées).

Dans la grange il y a une bergerie, un atelier avec un peu de matos de bricolage et un étage de stockage et rangement.

Il y a des toilettes sèches avec la plus belle vue du monde.

Y'a même l'élec' et l'eau courante.

La terre, c'est deux hectares de prairies en lisière de forêt avec un petit ruisseau qui la traverse, une mare et une source captée. Des espaces de jardins, d'aromatiques, de compost et un poulailler.

Comme moyens de transport, deux ânes et un pick-up.

Et la cerise sur le gâteau, un réseau de voisinage qui dépote comme des potes.

Quelques conditions ...

La S.C.I propriétaire a comme intention pour ce lieu qu'il reste collectif, ouvert et avec une dimension agricole. De plus, les occupant.e.s paient les charges fixes du lieu (élec, taxe d'habitation, assurances et sont amenés à participer aux chantiers de rénovation du bâti à la charge financière de la SCI.

Quand qu'ça c'passe ?

Dans plus ou moins un an à compter de maintenant (décembre 2016). Des visites guidées quand vous voudrez. Et plus si affinité. On aimerait qu'il y ait une transmission de quelques mois.

Comme on aime bien mettre la charrue avant les bœufs, nous (une quinzaine de personnes) recherchons nous aussi un lieu avec des terres pour la suite de nos aventures ! En : Drôme, Cévennes, Ariège, Pyrénées Orientales. Une trentaine d'hectares, avec source, prairies, forêts, cascade, source d'eau chaude, volcan,.. Pour un projet de Commune Libre !



CARACOLAS SAGAR

"CARACOLAS SAGAR" est née en février 2012 d'un désir d'émancipation, de création et de construction de possibles. D'inspiration libertaire, ce projet nous permet d'envisager le futur sous un autre angle. Que puis je faire ? seul, à plusieurs ? A quelle échelle ? Pourquoi ? Comment ? Le genre de questions que l'on se pose tous et auxquelles nous tentons d'apporter nos réponses.



Nous avons choisi de fonder et de vivre à plusieurs un exemple concret d'un mode de vie à petite échelle, basé sur l'autogestion et la construction d'un commun. Un mode de vie où chaque individu trouve sa place et peut ainsi s'émanciper au sein du groupe. Un mode de vie où les instruments de domination et d'oppression du système capitaliste sont remis en cause. Car c'est bien d'une nouvelle dynamique axée sur le don et le faire ensemble dont nous avons besoin.

Pour nous, le choix de vivre ensemble ne fait aucun doute, le phénomène contemporain de vivre seul n'est qu'un reflet de l'organisation dans laquelle nous évoluons avec ses dérives individualistes et consuméristes. Nous avons fait également le choix de dépossession engagée. Tous œuvrent pour tout et tout est à tous ! "todo para todos!" diraient nos frères zapatistes !

Le projet commun voit le jour en milieu rural dans les montagnes des Vosges, plus précisément sur la commune de Plainfaing.

C'est sur une base de 4 hectares (2,5 ha appartenant à l'association et 1,5 ha mis à disposition) que nous commençons à nous réapproprier, par la remise en culture, ces terres en pleine déprise agricole. Car pour nous l'autonomie politique ne saurait se détacher d'une recherche d'autosuffisance alimentaire et énergétique.

Le deuxième pan de ce projet et non des moindres, est animé par une volonté de participer au re-développement de liens sociaux dans les villages avoisinants. Le jardin pédagogique en permaculture que nous avons créé en mai 2013 derrière l'école de Ban-sur-Meurthe, ou encore ce projet de café associatif accolé au terrain et de terres communalisées y contribuent.

Les activités sur le terrain sont multiples :

Cueillette et transformation de fruits et de plantes sauvages, maraîchage de montagne et permaculture, vente sur les marchés, sylviculture alternative et bûcheronnage, autoconstruction d'outils autonomisants (poêle rocket de masse, éolienne, station de filtrage d'huile...), construction et rénovation du bâtiment, confection de meubles en pneus, récupération etc...

Nous accueillons régulièrement des gens de passage désireux de venir découvrir le projet, et nous organisons ponctuellement des chantiers participatifs où tu es chaleureusement conviéE !! (D'ailleurs le prochain concerne la charpente de la future maison collective en mars, dates qui seront relayées dans la liste francegroupe, on a besoin de monde !!!!)

"Lorsqu'on rêve tout seul, ce n'est qu'un rêve, mais quand on rêve à plusieurs c'est déjà une réalité. L'utopie partagée c'est le ressort de l'histoire" Dom Helder Camara. Tierra y libertad!

Notre désir de vivre en adéquation avec notre environnement et de gérer au mieux notre « bilan carbone » (pas toujours évident!) nous emmène, avec une simplicité volontaire, à faire avec ce que l'on trouve sur place et avec ce que le milieu est à même de donner, à récupérer et à recycler au maximum

pour en consommer le moins, à cultiver de manière raisonnée notre terre et à la soigner pour qu'elle continue de nous offrir ses ressources si précieuses !

Paysans oui, Militant aussi !!

Si tu passes par les marchés locaux des Vosges, il y a de fortes chances que l'on s'y croise un jour ou l'autre. Nous tenons un stand, surtout en période estivale, où nous vendons nos produits et communiquons sur différentes thématiques qui nous concernent tous.

En particulier nous défendons l'usage des semences paysannes, mettons en place une banque de ces semences que nous reproduisons pour la plupart afin de les transmettre, apportons notre soutien aux faucheurs volontaires et à toutes les autres luttes paysannes en cours et contre les grands projets inutiles.

Profondément internationalistes et contre toute forme d'oppression quelle qu'elle soit, nous avons choisi ce nom, "Caracoles", en clin d'œil aux indiens zapatistes, qui voient en lui une représentation symbolique d'une porte ouverte donnant accès direct à la vie autonome. "Caracoles" mot espagnol qui signifie "escargots", animaux symboles de la lenteur, de la prise de recul, du renouveau et de l'infini, est aussi le nom qu'ils donnent à leurs "communautés de communes libres".

"Sagar", quant à lui, est un terme tiré du patois vosgien qui désigne le scieur, l'homme des bois et de la forêt. A 5 aujourd'hui, 8 peut-être demain, nous constituons un maillon de cette chaîne tendue entre rêves et possibles que l'on appelle UTOPIE, car parmi les idées qui nous animent, nous croyons qu'un autre monde est possible, dans lequel la beauté et l'intelligence de l'être humain invitent à composer avec l'autre, avec la nature qui nous entoure, avec la vie. En clair, nous ressentons ce besoin de vivre autre chose....

L'équipe de Caracoles Sagar.

Celles et ceux qui souhaiteraient nous apporter leur soutien, peuvent rejoindre l'association les amis de caracoles sagar, créée dans le but de partager un peu de temps , réel ou converti en argent.

Pour plus de renseignements sur les différents types d'adhésion nous écrire à l'adresse suivante : lesamisdecaracolessagar@hotmail.fr

Pour nous contacter, venir découvrir le projet d'un peu plus près et partager des moments avec nous, n'hésite pas à nous écrire à l'adresse mail suivante tu es le (la) bienvenu(e)! caracolessagar@riseup.net



PS : Attention, les conditions de vie restent rudimentaires, il n'y a pas l'eau courante ni l'électricité, et on cuisine au feu de bois, donc si il y en a qui souhaite vivre une expérience jusqu'au-boutiste vous êtes les bienvenues ! :)

BURE, UNE ANNÉE DÉTER' CONTRE LE PROJET CIGÉO !

Le texte de l'automédia de la lutte contre la poubelle nucléaire de Bure.

À Bure, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on a connu une année exceptionnelle de mobilisation contre le projet d'aménagement de la plus grande poubelle nucléaire européenne. Ce sont des milliers de personnes qui, tout au long de l'année ont pour beaucoup découvert cette lutte, ont semé avec nous au printemps, ont partagé les durs et beaux moments d'un été particulièrement intense d'occupation et défense du Bois Lejuc, se sont installés sur place pour certains et reviennent fidèlement nous voir depuis, pour d'autres.

Imposer l'inéluctable

Un grand concept sociologique de l'aménagement du territoire par les grandes entreprises, c'est l'acceptabilité, ou comment faire en sorte de faire accepter l'inacceptable à la population qu'on envahit. Comme pour les soins palliatifs, on fait accepter progressivement au malade sa disparition prochaine. Après une première phase de rejet violente dans les années 90, lorsque 10 000 personnes défilaient dans les rues de Bar-le-Duc et que deux tiers des habitantes de la Meuse signaient une pétition contre l'implantation d'un « simple laboratoire d'étude » de l'Agence Nationale d'enfouissement de Déchets RADIOactifs, ou que des agriculteurs en colère enflammaient des bottes de pailles contre les grilles du chantier, est arrivée la résignation puis le fatalisme.

Durant 15 années, l'ANDRA a bénéficié d'un fort appui financier du GIP Meuse, une officine chargée d'arroser abondamment le territoire, d'acheter la bienveillance des élus locaux par un « accompagnement économique » difficile à contourner pour un territoire appauvri et désertifié après la désindustrialisation. Certains qui ont essayé ont perdu leur mairie, ont vu leurs conseillers municipaux se retourner.

En parallèle, les paysans et habitant-es de Bure et de ses environs, parfois jusqu'à quelques dizaines de kilomètres, se sont vus proposer des sommes coquettes pour le rachat de leurs terres.



de forêts et autres terrains non-agricoles que l'ANDRA a mis dans son escarcelle, alors que le projet CIGÉO ne dit nécessiter à ce jour que 300 hectares de surface. Cette politique d'acquisition agressive, assortie d'une menace d'expropriation future en cas de refus et de passages et appels répétés de l'ANDRA, ont eu raison de bien des gens et de leurs illusions.

Un faux débat public, fortement chahuté en 2013, et une propagande intensive dans les journaux locaux, auprès des écoliers et commerçants, ont suffi à imposer l'image de l'inéluctabilité du projet dans les consciences, en quelques années seulement. Entretemps le projet de laboratoire est devenu un projet de stockage en profondeur de déchets hautement radioactifs puis un stockage de surface de déchets faiblement et moyennement radioactifs est venu s'ajouter au tout. Bref, la pilule est amère pour la Meuse, qui depuis longtemps est déjà l'enfant pauvre, méprisé et désertifié de la Lorraine. Si on ajoute à cela les a priori à l'encontre de la région, qui voient en elle un terrain argileux, caillouteux de champ à perte de vue, quelconque et sans charme, il n'en faut pas plus pour qu'une

Et au fur et à mesure que l'ANDRA s'est constitué une réserve foncière suffisante, un troc de terre est venu accompagner les rachats : « si tu me cèdes ta terre à Bure, tu récupères un lopin à 2km et on te rajoute 30% au prix de ton ancien terrain qu'on te rachète ». Au final, ce sont 1000 hectares de terres agricoles et 2000

entreprise comme l'ANDRA puisse creuser son nid paisiblement dans une indifférence générale.

Carte distribuée à l'entrée de la World Nuclear Exhibition 2014 à Paris

Seulement, aujourd'hui il ne s'agit plus seulement d'enterrer les déchets gênants de plusieurs décennies d'incurie de la filière nucléaire, d'abord massivement jetés dans les eaux internationales au large de la Somalie, puis stockés dans le permafrost sibérien ou dans des piscines saturées à la Hague. Avec la faillite récente d'Areva, son incompétence avérée dans les projets de centrales EPR à Flamanville et en Finlande ou encore dans la dépollution de Tchernobyl, avec l'arrivée en fin de vie de 17 centrales nucléaires en France, c'est toute la filière nucléaire qui a du plomb dans l'aile.

Quoi de plus opportun qu'un territoire peu peuplé et dévalorisé comme la Meuse, qu'on pourrait transformer en vitrine de l'industrie nucléaire en y implantant un « pôle de compétence », une sorte de Silicon Valley nucléarisée ? Un projet de retraitement de déchets nucléaires à Gudmont-Villiers porté par Derichebourg, une blanchisserie d'habits du nucléaire à Joinville, une usine de montage de pièces de centrales à St Dizier, une autre à Velaines : la colonisation nucléaire du territoire est en marche, à l'insu de ses habitant-es, bien entendu ! La consultation publique n'est généralement qu'un moment de présentation de décisions et projets déjà bien ficelés et actés dans les coulisses parisiennes.

Acceptabilité rime avec ineluctabilité : comme à Sivens, on mise sur le mal déjà fait pour atteindre le point de non-retour, celui des dégâts déjà irréversibles. Ironique, quand on pense que CIGÉO s'appuie entièrement sur une loi votée par 20 députés le 11 juillet dernier au parlement et qui stipule que l'enfouissement est réalisable à la condition qu'on puisse l'interrompre, rendre réversible le processus n'importe quand durant les 140 années qu'est censée durer l'exploitation. Mais réversible ne veut pas dire récupérable : en Allemagne, la mine d'Asse peut en témoigner, les fûts gisent dans le sel des mines, corrodés, et libèrent leur radiations sans qu'on sache comment y remédier. La stratégie de l'ANDRA et de ses collègues atomisés est de bâtir le plus vite possible, le plus possible, pour que surtout on ne se rende pas compte assez tôt qu'au-delà des coûts faramineux, les moyens techniques et scientifiques d'assurer le principe de précaution le plus élémentaire, ne sont pas remplis.

Enraciner la résistance

C'est ainsi qu'on s'affranchit de la légalité pour ratiboiser une forêt bien mal acquise, en 2015 lors d'un conseil municipal organisé à 6h du matin, à l'insu des habitant-es du village de Mandres. 84 forages dans le Bois Lejuc justifient qu'en juin 2016 on défriche 8 hectares, qu'on érige une clôture sur 3 km, sous surveillance de vigiles armés de manches de pioches, boucliers et casques.



Pour un projet qui doit encore obtenir son autorisation de création en 2018 et ne dispose par conséquent pas encore du label magique de l'utilité publique (le droit de dénaturer un territoire en profondeur sous prétexte de nécessité publique), CIGÉO est déjà bien implanté. Ce ne sont pas des « travaux préliminaires », bien entendu, ce ne sont que des sondages géologiques destinés à établir la faisabilité du projet. En attendant, la forêt est rasée sur 11 hectares, un remblais de 30 cm est déposé sur un chemin de ronde de 3 km et de 10 à 15 mètres de large et l'ANDRA affirme que tout est amovible.

Que reste-t-il comme recours quand une forêt disparaît à vue d'œil, excepté celui de se placer entre la machine et ce qu'elle prétend détruire ? Mi-juin le Bois Lejuc est occupé par 250 personnes, une soixantaine de personnes l'occupe durant 3 semaines



avant qu'une expulsion violente par les forces de l'ordre ne permette à l'ANDRA de revenir en force. Un mur de 2 mètres en béton et prévu sur 3km est érigé en « protection » contre les hordes violentes d'empêcheurs de déboiser en rond.

Il faudra attendre le 1er août et une destruction importante de la forêt, malgré une réoccupation partielle de celle-ci mi-juillet, pour qu'une décision de justice ne déclare le défrichement illégal et ne suspende les travaux. Ce n'est que deux semaines plus tard, après moult actions menées contre les sous-traitants, en lisière de forêt, devant le laboratoire, entre humour et offensivité, rires et colère, légalité et clandestinité, projectiles et farces, que les gendarmes mobiles et vigiles se retirent, livrant le bois à notre joyeuse détermination.

400 personnes détruisent le mur, le couvrent de centaines de slogans drôles, puissants, beaux et révolutionnaires. « Le mur de Bure est tombé », le mot circule partout en France, les vidéos et images fusent sur les réseaux sociaux, par sms et sur les sites internet. La presse nationale elle-même est momentanément captée, se déplaçant jusqu'à Bure pour assister à la joyeuse déboussade du mur. Libération titre « La faillite du nucléaire » un dossier de quatre pages qui dresse un sévère bilan de la débâcle de l'industrie nucléaire, d'autres médias suivent, Bure sort de son anonymat comme jamais en 20 ans : 1,6 millions d'euros de sabotage ça ne passe pas inaperçu !

L'été d'urgence décrété à Bure en juin a porté ses fruits : des centaines de personnes sont venues tout au long des deux mois qui ont suivi. La forêt, la Maison de la Résistance et le terrain de la gare de

Luméville, lieux d'organisation et d'accueil de la lutte, n'ont pas désempli, habités par une furieuse et joyeuse détermination, un puissant et contagieux vent de résistance. Une forte solidarité financière et une belle autogestion, parfois un peu chaotique, ont fait des merveilles : dépassés par une mobilisation au-delà de nos espérances, nous avons en revanche grandement amélioré les possibilités offertes à la lutte sur place.

Habiter sans s'imposer

Depuis plusieurs années, les volontaires de la Maison de la Résistance ont vu certains d'entre eux s'installer aux environs et drainer à Bure des solidarités qui ont peu à peu contribué à tisser un réseau de soutiens militants, agricoles, artistiques, logistiques à 10, 30 ou 60 kilomètres. Ces soutiens précieux permettent

depuis plusieurs années d'organiser des festivals, des manifestations qui rassemblent régulièrement jusqu'à un millier de personnes.

Ce réseau et ceux qui sont venus s'ajouter suite au campement anti-autoritaire d'août 2015, ont grandement contribué au succès des mobilisations de cet été : une alchimie précieuse entre des mois et années de travail de terrain et une forte proximité avec de nombreux réseaux de lutte sociales, antinucléaires, environnementales, de territoires, en villes comme ailleurs.

Une dynamique agricole s'est engagée dès l'été 2015, avec des rencontres entre paysans de Notre-Dame-des-Landes et Bure, et qui s'est poursuivie à l'automne avec des semis de pommes de terre, dans les champs laissés en friche par l'ANDRA. Cet automne-ci deux nouveaux hectares ont été labourés avec la complicité de nos amis paysans locaux, une rencontre et formation nationale du réseau européen Reclaim The Fields s'est tenue à la maison de la résistance en novembre, et d'autres projets fleurissent déjà pour ne pas seulement occuper mais également habiter Bure et ses environs.

Face à un projet qui s'impose par la force, qui peu à peu supprime à un territoire son histoire pour réécrire la sienne, nous voulons au contraire l'habiter, nous laisser habiter par lui et par ceux qui y vivent et vivaient avant nous. Nous avons entrepris d'en recueillir les mémoires à travers les récits de ses grands-mères et pères. Un journal que nous éditons, le Couarail, reprend son appellation à l'histoire de la Lorraine : une rencontre sur le seuil, pour discuter de tout mais surtout pas de rien. Comme les praesidio du No Tav, le Couarail c'est le lien social que l'ANDRA brise savamment en dressant les habitant-es les un-es contre les autres. Nous ne prétendons pas le reconstruire, mais simplement le faire exister entre nous et celles et ceux qui nous acceptent et nous apportent autant que nous espérons leur apporter en luttant non pas pour eux mais avec eux.

Bientôt deux nouvelles maisons permettront d'accueillir celles et ceux parmi nous qui se sont installés à Bure à la fin de l'été et depuis quelques mois. Des projets de bibliothèque, d'université populaire, de chorale, de four à pain et bien d'autres choses émergent déjà à travers des commissions qui se multiplient. Un groupement d'achat se prépare pour acheter collectivement et localement légumes et sec que nous finançons déjà avec une partie de



nos finances mises en commun. Entre forêt, maison et terrain de la gare, une assemblée dite « des gravitant-es », celles et ceux qui vivent, vont, viennent et gravitent autour de Bure, détermine chaque semaine agenda, dépenses, aspects de la vie collective, projets, etc. Une commission juridique porte nos attaques contre le projet, une autre anti-répression nous défend des attaques pénales que nous subissons en réponse à nos actions. L'automédia répartit les responsabilités de la parole publique, de la communication écrite, orale, radio, vidéo, photo entre nous tout-es, selon les jours et les sensibilités. Des chantiers publics et collectifs de travaux nombreux se préparent et s'échelonneront tout au long de l'année à venir.

Si l'année passée était placée sous le signe de la spontanéité, celle à venir le sera, nous l'espérons, sous celui de la construction et de la résistance : vivre et lutter dans un même élan !

John, pour l'automédia de Bure
automedia.bure@riseup.net

MOUVEMENT SUR LA VOIE DE 96

Déclaration d'Imider



Azul d-Amghnas,

Salutation de gloire et d'immortalité à l'âme du martyr de notre cause juste Lahcen Osebdan, salutation de défi et de résistance à la population d'Imider, la liberté pour tous les détenus de la cause d'Imider durant les années 1986, 1996 et 2011/2016, un hommage à tous ceux qui méritent la salutation à travers le monde.

Parallèlement au sommet des parties sur les changements climatiques COP22 tenu à Marrakech, il y a quelques mois, le mouvement sur la voie 96 (MSV96) a animé un ensemble de formes de protestation et des activités liées à l'environnement et ce les 8-9-13-14 et 20 novembre 2016 entre le sit-in permanent à Imider et la ville de Marrakech.

Le mouvement protestataire d'Imider a entamé ses activités en organisant deux ateliers portant sur l'extractivisme, puis sur l'éco-féminisme les 8 et 9 Novembre, qui sont encadré par des militants amis du Mouvement et en présence d'un groupe de militant-e-s en provenance de la Tunisie, l'Algérie, Kenya et les États-Unis ainsi aux côté de la population d'Imider, où il y a eu un échange d'expériences de luttes entre les membres de ces différentes régions, par la suite, y a eu le lancement du «festival cinématographique d'Imider pour la justice environnementale» par la projection du film Kabyle «La montagne de Baya», et «Resistencia» d'Honduras et «#300kmsouth» produit par la population d'Imider conjointement avec le Comité provisoire du festival cinématographique d'Imider, en plus de courts métrages qui ont été projetés en faveur des enfants d'Imider.

A Marrakech, le MSV96 a repris ses activités le 13 Novembre par la re-projection des films cités ci-dessus en faveur d'un public composé des habitants de la ville et quelques étrangers, suivie par une conférence de presse en collaboration avec Redacop dans la matinée du 14 Novembre, en plus à la participation dans la marche mondiale pour le climat le même jours, durant laquelle nous avons levé des banderoles, pancartes et slogans protestataires d'Imider contre les crimes environnementaux de Managem, le sponsor du sommet des Parties Cop22, ces jours-là ont connu la

P.17

participation des militants du mouvement à des réunions et à une variété de séminaires sur l'eau, les femmes, l'environnement, la résistance des peuples autochtones aux changements climatiques, etc.



A l'issue de ces différentes activités parallèles de la Cop22, la population d'Imider a sorti dans une marche contestataire vers la mine d'argent qui est exploité par MANAGEM depuis 1969, mais les forces de répression publiques ont empêché les manifestants de progrès en direction de la mine, où le Caïd de Tinghir a fait venir des dizaines d'éléments des forces d'intervention rapide et les forces auxiliaires pour assiéger la marche pacifique, ce même Caïd de Tinghir Ahmed Igmakh et son agent-aide Ibrahim Mokhlis ont provoqué et menacé les participants à cette forme de lutte.



Compte tenu de ce qui précède, le mouvement sur la voie 96 déclare à l'opinion publique ce qui suit:

Le MSV96, à travers son organisation de ces diverses activités parallèles à la Cop22, a tenté d'éveiller l'attention des responsables de l'Etat et les patrons de Managem, ainsi que l'opinion publique et la communauté internationale à faire la lumière sur la réalité des conditions mesurables vécues par les riverains de la mine d'Argent d'Imider à cause des crimes environnementaux commises par le sponsor officiel de la Cop22 durant les 46 ans de pillage et de l'épuisement de nos ressources naturelles et de la pollution de notre environnement par la propagation des déchets miniers qui émanent des opérations de traitement d'Argent et qui sont rejeté dans notre territoire sans aucun traitement, tout cela sous la protection des autorités publique qui protègent les intérêts de la société au détriment d'Imider, et les arrestations en 1986, 1996 et 2011 -2016 restent une preuve de cela, plus de 40 détenus (2-4 ans de prison) et le martyr d'Imider Lahcen Urhma en 1998 ... etc.

*** Notre insistance sur :**

- La justice et la légitimité de nos revendications et notre cause considérées comme étant une extension objective de notre résistance historique, enracinée dans la mémoire collective vive d'Imider.
- La légitimité et l'indépendance de notre cadre à l'égard de toute autre entité civile ou politique qu'elle quelle soit (associations, syndicats, partis politiques ...)

*** Notre rattachement à:**

- L'innocence des détenus d'Imider que ce soit ceux qui sont déjà libérés ou les quatre qui croupissent toujours dans les prisons de l'injustice.
- La poursuite de la lutte pacifique jusqu'à l'arrachement de nos droits violés.
- Le dialogue sérieux et responsable comme étant chemin à poursuivre en vue de rendre justice à la population d'Imider.

*** Notre refus de :**

- La politique de pillage de nos ressources naturelles et la pollution de notre environnement par SMI/MANAGEM.
- L'approche sécuritaire envers nos manifestations pacifiques, les politiques d'ignorance et toute tentative de contourner notre dossier de droits (revendications).
- La politique de déformation de l'opinion publique sur ce qui se passe à Imider et le black-out médiatique systématique à l'encontre de notre lutte.
- Tout tentative de marchandage de nos droits légitimes en échange de certaines concessions au profit de Managem/SMI qui exploite la mine d'Imider.

*** Notre solidarité avec :**

- Les détenus de la cause d'Imider et leurs familles.
- Tous les détenus d'opinion libre et des causes justes dans le monde entier.
- Tous les mouvements sociaux porteurs des causes humanitaires justes (#Standingrock, #ZAD #NDDL, #NOTAV, Al Hoceima, Safi, Ben samim, les mouvements sociaux au sud-est, ...).

Mouvement sur la voix 96 – Imider

Fait au sit-in/mont ALBBAN le 22 Novembre 2016

« OH ! QUEL BEAU SERVICE ÉCOSYSTÉMIQUE ! »

« Services écosystémiques », mais qu'est-ce que cette m**** ? Ce terme connaît son essor depuis 2005 après une étude internationale sur les fonctionnements des écosystèmes, la MAE (Millenium Ecosystem Assessment), menée par quelques 1300 scientifiques provenant d'une cinquantaine de pays. Ce doux terme a pour définition « les bénéfices que les Être-Humains tirent des écosystèmes » et pointent ainsi du doigt des biens communs car vitaux ou utiles pour l'Humanité.

Cette expression possède depuis quelques temps, vous avez dû le remarquer, une grande popularité ! A travers cette expression les dirigeant-e-s tentent d'éduquer les masses sur l'importance de la sauvegarde de la « nature », d'une certaine « biodiversité ». Une révolution est en marche ! Oui, mais laquelle ? Cet article résumera quelques points du très bon livre de Virginie Maris : Nature à vendre – Les limites des services écosystémiques.



« Services écosystémiques »

Selon la définition donnée plus haut vous avez sans doute noté que cette notion est complètement anthropocentriste (« des bénéfices que les être-humains tirent des écosystèmes »). Donc pour commencer, désigner un service écosystémique n'est pas simplement dire qu'un écosystème produit un bénéfice, mais bien qu'il représente un bénéfice pour tel besoin de tel Individu. C'est donc un concept relationnel qui lie un écosystème bénéfique à un individu bénéficiaire. Une belle histoire de consommation, le genre de marketing tarpin bien foutu, comme si la nature non humaine se trouvait là, pile poile pour nous : les pollinisateurs pollinisent nos vergers, l'eau de la rivière nous fournit en eau potable, les végétaux absorbent nos émissions de CO²... La bonne veine ! On en viendrait même à remercier la notion « service écosystémique » d'être là, pour enfin réussir à expliquer le besoin de conserver la « biodiversité ».

Or la biodiversité n'est pas toujours plus bénéfique pour l'Humain que des projets de développement impliquant la destruction des milieux naturels. D'ailleurs de nombreux « progrès » humains se sont fait contre la biodiversité : n'avons-nous pas asséché des zones humides pour se protéger de la malaria ? Protégé des cultures en détruisant leurs ravageurs ? Créé du bon terreau biologique en asséchant des tourbières ? Hé oui, cette biodiversité est aussi source de nuisance pour l'Homme : maladie, ravageurs, prédation,...

Le problème à mon sens, est que l'approche des services écosystémiques est surtout défendue pour ses soit-disant vertus pédagogiques en vue de sensibiliser le public à la protection de la nature (et je peux vous dire qu'en 3 ans d'étude en « écologie » j'en ai bouffé du services merdosystémiques). Or ce discours pourrait avoir l'effet inverse qui serait de propager l'idée selon laquelle l'unique raison de conserver la nature, la biodiversité, serait de continuer à puiser allégrement les biens et les services que Dame Nature à bien eu l'obligeance de nous mettre de côté.

Ainsi prétendre que protéger la biodiversité ne se justifie qu'aux seuls bénéfices que l'Humain tirent du fonctionnement des écosystèmes, renforce cette vision anthropocentriste du monde et ne pourrait que donner bonne conscience et feux verts à certains actes de (mal)gestions de nos territoires. Nous sommes bien dans l'instrumentalisation de la « nature », les entités naturelles ne relèveraient leurs utilités que lorsqu'elles le sont pour l'Homme.

Et là, il n'est plus question d'évaluer quelques utilités des mouches (sauf si elles font fuir les touristes ? les parlent même de « disservices » !) ou des bactéries endosymbiotes de quelques méchants pucerons, car ce ne sont plus à l'Homme qu'elles rendent « service » mais à d'autres créatures du vivant. Au fond c'est peut-être la seule chose de positive que nous leur attribuons car pour comble on fonde l'évaluation monétaires des services écosystémiques sur la base même de ce qui les menacent ! C'est à partir du coût

du bois que l'on estime la valeur de la forêt, à partir des bénéfices de la pêche que l'on estime la valeur des écosystèmes marins, à partir des revenus touristique que l'on approche la valeur des écosystèmes rares et sensibles...

Et voilà comment on retourne le couteau dans la plaie, après avoir réduit la nature à des simples valeurs instrumentales, on les réduit à des valeurs monétaires... Une belle écologie capitaliste. Pour anecdote la commission européenne a chargé le banquier Pavan Sukhdev pour diriger une étude « de grande envergure » sur l'économie des écosystèmes et de la biodiversité.

La prochaine fois que vous vous baladerez en forêt n'oubliez pas de vous attendrir devant un hêtre en s'exclamant : « Oh ! Quel beau service écosystémique ! » Et ne faites pas d'amalgame avec l'amadou qui s'y trouve avec, parce qu'apparemment pour l'instant il ne nous apporte pas grand-chose de suffisamment rentable...



LES JARDINS PARTAGÉS

« mieux vaut des tomates que des Rroms ? »

Avis partagé sur les jardins partagés



Dans le quartier, il y a différents jardins partagés. A l'origine, il y a la chouette idée d'une réappropriation collective d'un espace. Ce sont des habitant-e-s du quartier qui s'organisent, souvent de manière autonome. Les jardins peuvent donner naissance à des rencontres entre des personnes qui ne se connaissent pas. Ils permettent d'échanger des savoirs et des savoirs-faire, notamment apprendre à cultiver. Créer un jardin partagé, ce peut être aussi favoriser la présence d'espaces verts dans la ville, être attentifs à l'environnement. Et parfois, les jardins partagés répondent à de vrais besoins alimentaires.

Pour se faire une idée de ce que peuvent être des jardins partagés, voilà d'abord un aperçu de quelques jardins partagés que l'on connaît dans le quartier :

L'un est situé **place de la Fraternité**, côté Montreuil. Il est géré notamment par l'association « Autour du chêne » qui a été créée en 2005.

Ce jardin a été déplacé au fil du temps. Auparavant, il était situé sur la place de la Fraternité côté Bagnolet, 182 rue Etienne Marcel. Le jardin se trouvait à l'époque juste à côté d'un chêne-liège, dans la grande cour d'un immeuble, qui depuis a été détruit.

C'est en 2005 que la mairie a acheté cette parcelle. En 2007, l'association « Autour du Chêne » a signé avec la mairie une convention précaire. Une trentaine de parcelles individuelles et collectives constituaient alors ce jardin partagé, qui avait une surface de 240 m².

En 2010, les membres de l'association ont demandé et obtenu l'inscription de l'arbre dans le cadre de l'enquête publique du PLU (Plan Local d'Urbanisme).

P.21

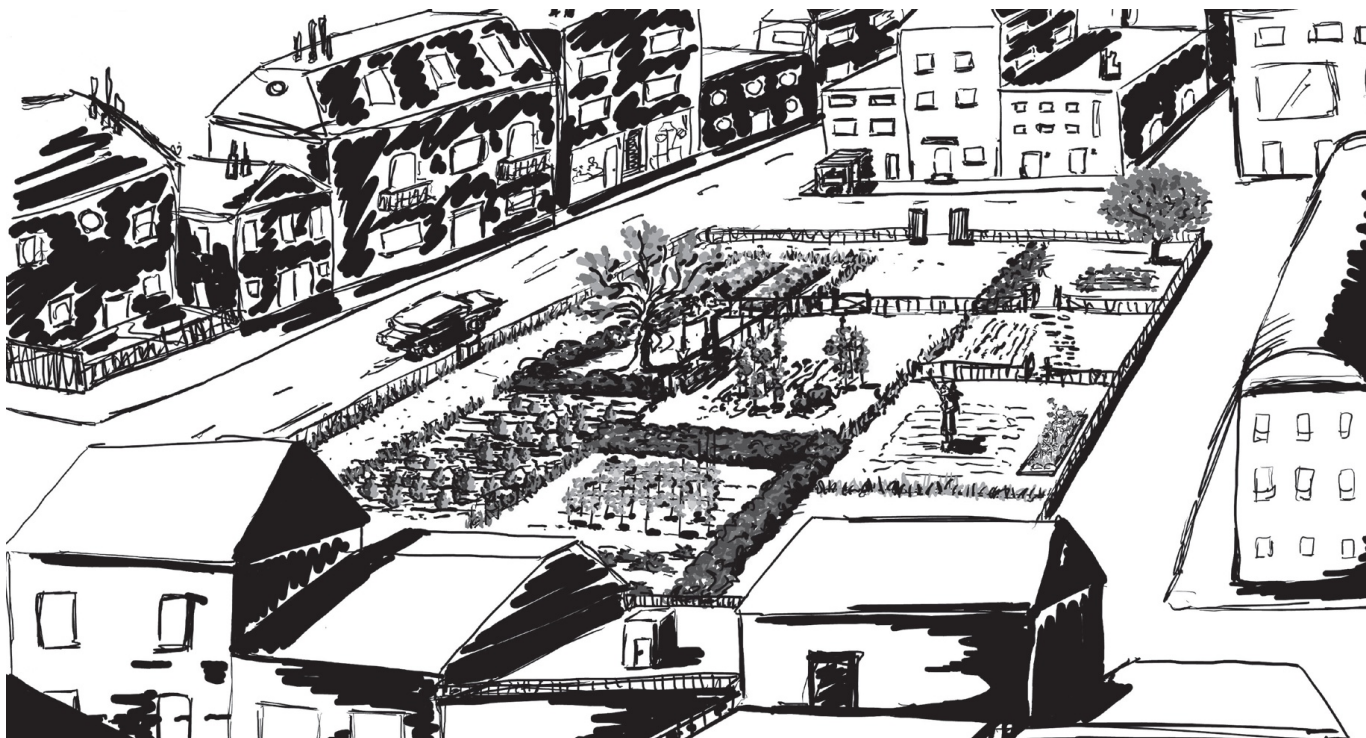
Mais, en juillet 2011, le conseil municipal a voté la cession de la parcelle à un promoteur (Amétis). La mairie a alors affirmé que le projet était de construire des logements sociaux pour la Poste et de maintenir l'arbre et le jardin sur cette même parcelle.

A l'hiver 2011, les membres de l'association se retrouvèrent à discuter de la possibilité de jardiner une friche de 600 m², située juste de l'autre côté de la place de la Fraternité (sur cette friche se trouvait auparavant un hôtel meublé qui a subi un incendie). Il s'agissait de se déplacer le temps des travaux sur la parcelle (deux voire trois saisons). A Montreuil, le Conseil de Quartier Marcel / Chanzy, réfléchissait lui aussi à créer un jardin partagé ; les deux projets se rejoignèrent donc, et le nouveau jardin partagé est un projet bagnoletais et montreuillois.

Aujourd'hui, sur cette parcelle où se trouvait le premier jardin partagé, il n'y a plus que le chêne-liège, le reste est en friche. Les personnes habitant dans l'immeuble, en partie squatté, ont toutes été délogées et expulsées - l'expulsion date de l'été 2012. La friche est désormais fermée par une palissade sur laquelle a été taggué « Zone à défendre. Non à l'abattage du chêne. Sauvons la nature, résistons au béton » « ZAD, zone à défendre. Sauvons notre arbre du béton. Un jardin, vite ! Un jardin... ».

Depuis avril 2012, le nouveau jardin de la place de la Fraternité comporte 24 cadre-parcelles ainsi qu'un espace de jardin collectif. Il est ouvert tous les dimanche après-midi, et lors de la présence de jardiniers. Sinon, il est fermé d'une porte en bois ainsi que d'un cadenas à code, et est entièrement grillagé.

Des fêtes sont organisées au jardin et sur la place de la Fraternité.



D'après ce qu'on a compris, la convention actuelle serait révoquée à tout moment. En tout cas, ce qui est sûr, c'est qu'il s'agit d'une convention précaire.

En mai 2015, la mairie de Bagnolet, dans le cadre d'une réunion publique sur le PNROAD, présente ses projets pour la parcelle où se trouvait initialement le jardin partagé, dite « Secteur Etienne Marcel ». La mairie évoque alors deux projets différents : dans l'un, le jardin est encore là ; dans l'autre, il a disparu. Et elle précise alors, par écrit (lors de la réunion publique du PNROAD Bagnolet le 7 mai 2015), que :

« Un jardin partagé de 288m² en fond de parcelle :
 - rendrait difficile son accès et sa gestion en cas de copropriété
 - obligerait à faire du R+3 pour limiter le déficit de l'opération » ...

Un autre jardin est situé à l'angle des rues Etienne Marcel et Paul Bert : le jardin de l'Escargot. Il est géré par l'association « Tant qu'on sème ». Le début des travaux pour ce jardin date d'avril 2014 (auparavant au moins un immeuble d'habitation se trouvait sur cette parcelle). Ce jardin est aussi entièrement grillagé, équipé d'une porte avec serrure fermée à clef, ainsi que d'un cadenas à code.

Depuis quelque temps, ce jardin a une petite annexe, non loin, face au 22 rue Paul Bert, au fond d'un jardin public : le jardin Jean le Bitoux. C'est une petite

parcelle tout en longueur.

Un autre jardin est situé 92-94 rue Victor Hugo. Il est géré par l'association « Bagnolet Montreuil, l'essor parisien ».

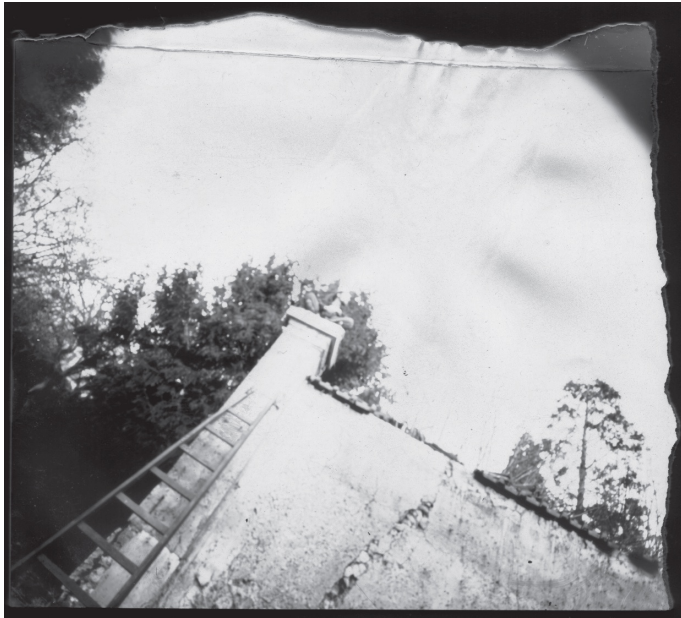
C'est depuis mars 2014 que les bacs sont prêts. Le jardin propose une trentaine de parcelles, sur une surface de 500 m².

Cinq parcelles ont un statut particulier : l'une est réservée aux enfants du passage Victor Hugo, deux sont destinées aux enfants de la Maternelle Jules Ferry, et les deux autres sont pour le Centre du Quartier des Coutures. Les bacs de ces parcelles sont construits par leurs propriétaires.

Hormis ce cas, pour cultiver, il faut acheter les bacs dans lesquels on jardine : c'est 50 euros pour une petite parcelle, et 100 euros pour une grande. En outre, il faut être adhérent de l'association (dont la cotisation est de 15 euros ou plus).

Comme on peut le lire dans le règlement : « Le jardin est ouvert lors de la présence de jardiniers.

Seules les fêtes et barbecues organisés par l'association sont autorisés. » Le jardin est entouré d'une palissade, fermé d'une porte avec cadenas à code.



Ce jardin est situé en partie à la place d'un ancien squat, qui a été expuls lors de l'hiver 2010. Suite à l'expulsion, le bâtiment a été détruit, et la parcelle était inutilisée.

D'autres personnes, elles aussi expulsées de leur logement, ont donc décidé de s'y installer pour y habiter. Mais certains voisins se sont empressés d'appeler la police qui est venue les déloger au plus vite.

L'association qui gère ce jardin se félicite de cela. Ainsi, on peut lire sur son site internet², dans un article intitulé « Mobilisation : terrain vague V. Hugo », en date du 5 septembre 2013 :

« En 2010, la Mairie de Bagnolet obtient l'expulsion d'un squat au 92 rue Victor Hugo. Le terrain est cédé dans la foulée à Vilogia qui souhaite y construire 22 logements sociaux.

(...) En juin dernier, c'est grâce à la mobilisation des habitants de la rue Victor Hugo que notre quartier a évité une nouvelle installation d'un campement sauvage de plus 80 personnes !

(...) L'association « Bagnolet, Montreuil - l'Essor Parisien » a décidé, avec le soutien de nombreux riverains, de remplacer la barrière d'accès. Une initiative qui ne s'arrêtera pas là puisque l'association a également sollicité Vilogia pour que, en attendant que les travaux ne démarrent, soit mis en place une convention provisoire permettant la réalisation d'un projet "espace vert". »

²www.bagnolet-montreuil-essorparisien.com

Très clairement, le projet de ce jardin partagé s'inscrit en lien direct avec les projets immobiliers. Il s'agit d'occuper une parcelle afin que personne ne puisse y loger, avant que le projet immobilier se mette en place. Le nom du jardin est explicite : il s'appelle « Jardin éphémère ».

L'association ne s'en cache pas, et l'écrit ouvertement dans un autre article de novembre 2013 intitulé « Terrain V. Hugo : un espace vert éphémère ». L'objectif du jardin est de « transformer ce terrain en un lieu de vie et de partage, [d'] offrir un espace vert éphémère en attendant que le projet immobilier sorte de terre. »

La suite de l'article décrit le processus de mise en place du jardin : « Nous avons donc contacté le promoteur social VILOGIA et nous lui avons soumis notre projet. Rencontres, réunions, échanges... nos interlocuteurs ont été à l'écoute et sensibles à notre démarche. Oui, l'enthousiasme est communicatif ! Notons que ce projet est aussi l'occasion pour ce promoteur social - qui conduira bientôt un projet d'envergure sur le terrain - de s'inscrire dans une démarche d'ouverture vis à vis de la population des Coutures.

Il y a quelques jours, nous avons finalisé notre accord avec la signature d'une convention ».

Il s'agit très clairement d'un projet réalisé main dans la main avec le promoteur, et l'association met en avant le fait qu'elle valorise l'image de ce dernier, en le montrant publiquement « dans une démarche d'ouverture » !

En réalité, rien que le nom de l'association (« Bagnolet Montreuil, l'essor parisien ») pouvait nous laisser deviner qu'elle souhaitait participer activement à la dynamique de gentrification du quartier. Son objet nous le confirme.

3Objet de l'association « Bagnolet Montreuil, l'essor parisien » : « L'association a pour objet de promouvoir et de défendre un développement urbain, social, économique, écologique, et solidaire sur les territoires du Bas-Montreuil et du Bas-Bagnolet (Quartier des Coutures). L'association concentrera une grande partie de ses efforts et moyens sur les projets - présents et à venir - de réaménagement et de développement immobiliers. L'association se positionne pour être un interlocuteur, parmi d'autres, auprès des différents organismes et sociétés qui interviennent au niveau urbanistique sur notre territoire. L'association sera également force de proposition et mettra en valeur l'histoire de nos quartiers. Elle souhaite promouvoir l'utilisation des terrains en friche pour l'implantation de projets

C'est une association qui ne fait pas que du jardin... Et c'est annoncé dès la première page de leur site : « habitants, riverains et commerçants de Bagnolet et Montreuil, ensemble pour participer à l'avenir de notre territoire ! »

Transformer le territoire sur lequel nous habitons, réfléchir à son avenir, pourquoi pas... Tout dépend dans quel sens, pour aller vers quoi.

Or, sur le site de l'association, les deux rubriques où il y a le plus d'articles sont les rubriques « déchets sauvages » et « sécurité » (tout un programme !)

Malheureusement, c'est loin d'être anecdotique : cette association prend clairement position contre les biffins, contre les squats, contre la « saleté », pour la sécurité. Et elle agit concrètement en ce sens : par exemple, le samedi 15 mars 2014, elle a co-organisé une action en bloquant les trottoirs pour empêcher les biffins de s'y installer. Pour cet événement, l'association « Bagnolet Montreuil l'essor parisien » s'est associée avec l'association BVC, « Bien Vivre aux Coutures », une autre association du quartier qui a agi et s'est positionnée publiquement contre les « vendeurs à la sauvette », contre les « dégradations » et le manque de « propreté ».

Les trois jardins qu'on a vus ont la même forme. D'un côté, il y a un ensemble de parcelles bien délimitées qui sont attribuées à des personnes en particulier. Et de l'autre, un espace collectif avec par exemple des tables, des chaises, des jeux pour les enfants, de quoi faire un barbecue...

A travers ces quelques exemples, on se rend compte que, volontairement ou non, ces jardins partagés suivent la rénovation urbaine, d'au moins quatre manières :

Des jardins « partagés » ?

Les jardins eux-mêmes sont restructurés, transformés au fil du temps. Le jardin est dit « partagé »

éphémères qui peuvent être au cœur d'une politique de la ville impliquant les habitants, valorisant des terrains inutilisés ou en cours d'aménagement, créant du lien social et une solidarité locale. »



alors qu'en réalité, les parcelles sont grillagées, cadénassées... De la même manière, dans la ville, de plus en plus de murs, de digicodes, de grilles... se mettent en place.

Il s'agit d'un partage tout relatif : le jardin est partagé à certaines heures, en présence de certaines personnes, et n'est pas toujours partagé avec tout le monde...

A l'image de la ville où de plus en plus de choses deviennent payantes, dans certains jardins, il faut même payer pour pouvoir jardiner ; seuls ceux qui en auront les moyens pourront y accéder.

Qu'y avait-il avant sur les parcelles que les jardins occupent ? et parfois : **QUI y avait-il avant sur ces parcelles ?**

Ce n'est pas le cas de tous les jardins, mais pour beaucoup, les jardins partagés occupent la place d'anciens logements.

Parfois, ils font suite à des logements évacués et/ou à des squats expulsés. Dans le cas de la rue Victor Hugo, non seulement le jardin fait suite à un ancien squat, mais en plus il occupe une friche où des gens ont tenté de vivre. C'est parce que des personnes se sont organisées pour en empêcher d'autres d'habiter sur la friche que le jardin a été rendu possible. Et pourtant, l'objectif affiché de ce jardin est de créer « du lien social et une solidarité locale » ! On se rend compte que ces mots en viennent là à prendre un sens tout particulier. Il s'agit d'une définition bien restreinte du lien social et de la solidarité ! La culture de tomates justifie d'expulser des gens qui n'ont pas d'abri pour dormir... C'est au prix d'un mépris total de toute une

partie de la population que les fleurs poussent dans ce jardin.

Qu'y aura-t-il ensuite sur les parcelles ?

Sur ces mêmes parcelles, sont parfois prévues de nouvelles constructions immobilières. Le jardin est accepté tant que les travaux n'ont pas commencé.

Ainsi, certains de ces jardins, parfois même contre le gré des jardiniers, ne jouent-ils pas en fait le rôle de « gardiens » de parcelle ? Ce serait indirectement un dispositif anti-squat, qui permettrait que les parcelles restent libres, inhabitées, afin que le jour où le projet

immobilier est prêt, il puisse commencer sans délai. Dans le cas de l'association « Bagnolet Montreuil, l'essor parisien », cet objectif est affiché explicitement.

Quel est le rôle des espaces verts dans un processus de gentrification ?

Dans le cadre d'une opération de transformation d'un quartier, une des dynamiques mises en oeuvre notamment par les pouvoirs publics est un embellissement généralisé de la ville. Il s'agit de la modifier pour attirer une population plus aisée qui auparavant traînait les pieds pour venir dans ces quartiers. Or pour rendre une ville plus belle, les

pouvoirs publics ont différentes stratégies : par exemple, augmenter le nombre de rues piétonnes, rénover des rues et les équiper avec du matériel et des matériaux plus « nobles » qu'auparavant (ainsi, dans la rue Victor Hugo, les lampadaires ont tous été remplacés par de nouveaux, « à l'ancienne », et un sol en gravier clair a pris la place du classique bitume ; tous les trottoirs ont été refaits)...

Une autre des stratégies pour embellir la ville est de créer de nouveaux espaces verts : c'est un processus dit « de verdissement » de la ville. La présence de jardins, leur qualité esthétique et leur aspect agréable, contribuent inmanquablement à valoriser



l'immobilier dans un quartier ; ils peuvent constituer un argument de vente supplémentaire. Or dans quelle mesure les jardins partagés ne participent-ils pas à leur échelle à cet embellissement de la ville, qui est lui-même un facteur important dans le cadre de la restructuration, car il aide à rendre un quartier plus attractif ?

Bien sûr, c'est une question complexe, car de la même manière qu'on ne va pas défendre le fait que les logements restent insalubres, on ne va pas lutter pour augmenter la présence de déchetteries dans un



quartier afin d'enrayer la gentrification ! La question est toujours la même : à qui cela est-il destiné ?

Si la rénovation des logements ou la construction de logements neufs était destinée aux habitants du quartier, on ne la critiquerait pas autant. C'est bien parce qu'elle est destinée à d'autres personnes plus aisées, qui volontairement ou involontairement, vont «chasser» les populations plus pauvres, que cette rénovation est un véritable problème. De la même manière, si c'est pour la population présente que ces jardins fleurissent, il n'y aurait rien de problématique. La difficulté est qu'ils peuvent en venir à accompagner, consciemment ou pas selon les cas, l'éloignement d'une certaine partie de la population du quartier, et ainsi participer au processus de gentrification en cours dans le quartier.

In L'EN VILLE 2 - Quelques récits de transformations
urbaines : Montreuil et Bagnolet - Collectif Prenons la ville -
Hiver 2015

LA FONTAINE: ENTRE UTOPIE AMBITIEUSE ET DIFFICILE RETOUR À LA RÉALITÉ

Les enseignements d'un conflit lié aux violences conjugales

La Fontaine est une ferme collective de 40 ha à visée d'autonomie dans le Sud-Ouest où vivent 13 personnes dont 2 enfants. Les activités du lieu sont très diversifiées : maraîchage, élevage de brebis laitières, fabrication du pain, osiériculture et vannerie, plantes médicinales, réhabilitation des bâtis anciens et éco-construction, groupe parentsenfants, cantines accueillant des événements politiques et culturels... Depuis plus d'un an, le groupe vit un conflit ayant pour racine une situation de violences conjugales. Ce conflit a soulevé bien d'autres questions politiques que ce texte voudrait partager au sein de la constellation Reclaim The Fields. Aujourd'hui, le groupe se sépare et les perspectives pour le lieu sont incertaines.



Le but du texte

L'objectif de ce texte est de partager une expérience sur un conflit dans un collectif paysan. La finalité est sur le fond de susciter des réflexions politiques sur les questions auxquelles nous avons été confrontées (limites du consensus, statut des habitants, entrées et départs dans un collectif, "gestion" des violences etc.) et en pratique de permettre à d'autres que nous de tirer des conséquences de cet échec en terme d'organisation collective.

Les limites de ce texte viennent du fait que c'est un témoignage individuel, lié à la difficulté d'écrire à plusieurs pour des questions de style, de temps nécessaire etc. De plus, ce texte est écrit durant un conflit qui n'est toujours pas terminé. Certains prénoms des personnes avec qui nous sommes en conflit ont été changés.

Brève présentation de la ferme

La Fontaine est une ferme collective de 40 ha composée de 20 ha de prairies et 20 ha de forêts et landes. 13 personnes y vivent de façon permanente dont 2 enfants. L'objectif des personnes qui vivent ici est de remettre les pieds sur terre, de gagner en autonomie vis-à-vis du système capitaliste et de lutter contre la machine industrielle en participant à des luttes contre l'aménagement marchand du territoire. On y cultive environ 5000 m² de jardin de façon biologique: une partie de façon semi-mécanisée (travail du sol au tracteur, le reste à la main), l'autre partie tout à la main. Des brebis sardes nous donnent du lait qu'on transforme en fromage. On fabrique et

vend du pain au marché. Une coopérative autour de la vannerie réunit une quinzaine de personnes plusieurs fois dans l'année. Un groupe de parents se réunit régulièrement sur le lieu avec des enfants. Des cantines accueillent une fois par mois des gens du territoire pour discuter de questions politiques ou faire la fête. Des chantiers collectifs réguliers réunissent des gens du coin afin de pratiquer l'entraide au niveau du territoire...

Au niveau du fonctionnement, il y a des binômes de référents pour chaque activité. On prend les décisions au consensus (il n'y a rien de prévu pour prendre une décision lorsque le consensus est bloqué). Pour intégrer le collectif, il faut faire une intégration d'un an et cela se décide à l'unanimité des personnes déjà présentes. Par contre, la question des départs n'a pas été abordée à l'avance.

Une SCI avec 80 associés environ est propriétaire des lieux, son capital social est de 200 000 euros. Elle fait un bail à une association coopérative qui a l'usage du lieu. La SCI a une dette de 230 000 euros à des particuliers (surtout des personnes habitantes) qui ont prêté de l'argent pour l'acquisition du lieu, aucun échéancier n'a été contracté. La valeur du lieu est environ de 430 000 euros.

Aujourd'hui, il y a deux groupes en conflit : notre sous-groupe de 10 personnes (8 habitants permanents et 2 personnes en cours d'intégration) et un couple John et Sonia. Astrid est entre les deux et souhaite rester sur la ferme quoi qu'il advienne.

La Fontaine et moi

Je suis arrivé sur le lieu il y a deux ans c'est-à-dire à peu près au milieu de l'aventure. Je suis devenu habitant permanent après une phase d'intégration de quelques mois. J'ai été pleinement investi dans le projet depuis en soutenant les postes maraîchage et élevage, en étant référent des transformations et de la mise en place de clôtures fixes ou encore co-référent sur les grandes cultures. J'ai retapé une chambre délabrée avec des matériaux locaux et ai participé à l'organisation d'une caravane vélo locale contre l'aménagement du territoire, entre autres choses.

L'origine du conflit

Le conflit prend sa source dans un harcèlement de Greg envers M (exemples d'actions faites par Greg contre la volonté de M: la suivre, envoyer des SMS, rentrer dans son habitat privé ou insister pour lui parler). Le collectif a reconnu le harcèlement et l'a défini comme un "dépassement répété des limites verbalisées par autrui". S'ajoute à cela une accusation de viol conjugal que plusieurs d'entre nous définissent comme une "relation sexuelle sans consentement". Ce qui s'est passé rentre dans cette définition du viol conjugal d'après les deux versions des personnes concernées ayant témoigné dans un processus d'"écoute active".

Une donnée importante est que M était habitante permanente du collectif, investie à travers des projets de long terme comme l'autonomie de santé ou le yoga. A l'inverse, Greg avait un statut flou, il a toujours refusé d'intégrer le collectif lorsque cela lui a été proposé. Il est par contre fils de membres fondateurs du lieu et détenteur par héritage (son père est décédé deux ans après le début de l'aventure) de comptes courants c'est-à-dire de prêts faits pour acquérir le lieu.

La position que j'ai défendue avec quelques autres est qu'il fallait soutenir M et demander à Greg de s'éloigner temporairement du lieu, pour deux raisons principales: leur différence de statut et d'engagement au sein du collectif et le dépassement répété de Greg des limites verbalisées par écrit et à l'oral par M.

Politiquement, nous avons pensé qu'il fallait tenter d'aider une personne dominée sollicitant de l'aide

auprès du groupe. Le conflit et le harcèlement ayant envahi la vie commune et les espaces communs, comment fermer les yeux? Notre idée était de stopper le harcèlement et de rappeler certaines limites à ne pas dépasser à Greg avec la force du groupe. Puis si besoin de creuser plus en profondeur pour comprendre la nature du malaise et tenter de le traiter à la source. A l'inverse, pour John et Sonia, il n'était pas possible d'intervenir car il était impossible de démêler le vrai du faux. Le groupe étant dans l'incapacité d'instruire un jugement, on ne pourrait rien faire pour stopper le harcèlement. Ils ont de plus plaidé qu'il fallait respecter l'intimité et ne pas faire intrusion dans la vie privée des uns et des autres. John a pu affirmer que "tant que subsiste un doute, il est pire d'accuser une personne de viol que de violer" ou "qu'une femme aux moeurs ne correspondant pas aux normes sociales en vigueur peut être responsable d'avoir subi un viol".

Déroulé du conflit

En présence de ces deux positions antagonistes, un compromis est trouvé dans la douleur: l'éloignement temporaire de Greg et M pour que le collectif puisse cheminer sur les questions soulevées par la situation et réfléchir aux conditions nécessaires à leur retour. Durant ce temps, on a tenté de soutenir matériellement et moralement l'un et l'autre. Ce temps a été mis à profit pour faire des réunions de fond, réaliser un processus d'écoute active avec Greg et M et même entamer une médiation en interne. Ce processus, bien que long et laborieux, permet de réelles avancées. On tombe d'accord sur le fait qu'un rétablissement de la confiance avec l'un et l'autre est nécessaire à leur retour. Pour Greg, ce retour est conditionné au fait qu'il se fasse aider psychologiquement par une personne de son choix professionnelle ou non, en complément des personnes du collectif qu'il peut choisir pourraient l'écouter à intervalle de temps régulier dans un cadre de confiance. Pour M, le retour est conditionné au fait qu'elle puisse à minima ponctuellement croiser Greg sur le lieu, celui-ci étant fils d'une habitante permanente, le groupe n'envisage pas de lui interdire de rendre visite à sa mère Astrid. Quand au groupe, il devrait avancer sur un règlement intérieur précisant la marche à suivre dans un cas de conflit avec violences avant leur retour. Cette condition est également une demande de M : qu'on chemine

ensemble sur les questions des violences conjugales et des dominations homme/femme.

Ce cheminement collectif a été quelque peu enrayé par des blocages idéologiques provenant principalement de John. J'ai eu l'impression qu'il a passé plus de temps à essayer de démontrer théoriquement l'outil du consentement (qui ne serait pas "vernaculaire" et donc contre "l'autonomie de pensée"), la culture féministe en général ("son intrusion" étant comparée aux "croisades" menées par la "génération info kiosk") ou la notion de justice (un tel étant qualifié de "flic", un autre de "juge suprême") plutôt qu'à proposer des pistes concrètes de résolution. Il a cru bon d'opposer les luttes entre elles : les féministes irresponsables et technophiles d'un côté et les résistants à la tyrannie technologique justes et mesurés de l'autre. Ces catégories sont selon moi inopérantes dans bien des cas. En tout cas, dans mon entourage, toutes les personnes sensibles à la question de la technique ne sont pas bêtement anti-féministes et toutes les personnes féministes ne sont pas des agents du transhumanisme.

Vivre aussi nombreux dans une telle proximité, avec des parcours et des cultures si différentes nécessite selon moi d'avoir une approche pragmatique face aux problèmes. Pour moi, il y a une situation, un groupe, des outils venant de tel ou tel milieu à notre disposition, qu'est-ce qu'on en fait? Mais si chacun bloque du fait de son appartenance ou son aversion à telle ou telle chapelle idéologique, difficile d'imaginer pouvoir avancer ensemble.

John a également essayé de créer un clivage entre les membres fondateurs du projet et les nouveaux arrivants. En effet, on était 4 à être arrivés après le début du conflit à avoir pris des positions franches en faveur de M. Cette stratégie n'a pas du tout marché. J'ai l'impression que John a vu comme une menace ce qu'on pouvait apporter (Tom avait vécu pas mal de mouvements étudiants et est de culture anarchiste, Clarisse et Jojo ont été proches des mouvements féministes, j'avais passé pas mal de temps sur la ZAD au Testet) plutôt que de considérer cette diversité comme une richesse potentielle.

C'est le détournement du consensus en un outil de blocage, de droit de veto qui va déterminer l'évolution de ce conflit. Tout d'abord, John notifie à l'ensemble du groupe et à M qu'il s'opposera par principe à son retour si le retour de Greg n'est pas possible ce qui

conduit M à prendre acte de son départ définitif du lieu (à la base, nous proposons des conditions particulières au retour de l'un ou de l'autre).

Ensuite, John s'est opposé à ce que les réunions de fond visant à clarifier franchement certains aspects du projet et à avancer sur une charte aient lieu tant que la "question" du retour de Greg n'était pas réglée. Un consensus a alors été proposé, il convenait à 11 personnes, c'est-à-dire l'entièreté du groupe sauf John et Sonia. Il disait que Greg pouvait revenir dans un premier temps sur des activités paysannes et des périodes de quelques jours le temps de retrouver de la confiance avec les habitants et qu'ensuite, si cela se passait bien avec tout le monde, il pourrait entamer un processus d'intégration qui pourrait aboutir ou non à sa venue comme habitant permanent, les nouvelles arrivées se décidant à l'unanimité par les résidents. Pour moi et quelques autres, c'était lâcher prise et faire un pas vers John et Sonia: on acceptait de donner une chance à Greg malgré que la confiance était fortement éreintée avec lui, malgré la difficulté à assumer le fait que M ait été exclue du lieu et que lui allait maintenant potentiellement pouvoir devenir habitant.*

Pour tout le monde excepté John, Sonia et Astrid, la mère de Greg, ce cadre sécurisant était nécessaire pour pouvoir s'ouvrir de nouveau à lui. Ce consensus venait d'une volonté sincère: donner une chance à Greg, ne pas le mettre à vie dans une case d'agresseur. Mais John et Sonia n'ont eux pas bougé leur position d'un pouce, ils n'ont pas voulu comprendre et accepter que nous avions besoin d'un cadre pour écrire une nouvelle page de notre histoire avec Greg. Pour eux, il devait revenir habiter à la Fontaine avec le même statut qu'il avait auparavant: un non-statut flou. Ce consensus rejeté par John et Sonia après tant de mois de discussions, nous leur avons alors notifié l'impossibilité pour nous de fonctionner avec eux. Ce qu'ils ont très mal pris.

Au vu de la situation, 11 personnes d'accord entre elles et 2 qui bloquent, et du fait que nous nous sentions motivés et légitimes pour reprendre la ferme, on a bien sûr essayé de proposer à John et Sonia de partir de leur propre gré, ce qu'ils ont refusé en ne cessant pas de se victimiser.

Bloqués car rien n'étant prévu à l'avance en terme de départ ou d'alternative au consensus, on invite les personnes du territoire proches du projet pour recueillir leurs idées et pistes de résolution. La plupart d'entre elles déplorent la situation, ne se positionnent pas politiquement et nous invitent à trouver une solution par nous-mêmes au consensus. Ce à quoi nous nous attelons: notre groupe de 10 propose plusieurs pistes à étudier avec les gens de l'extérieur: que John et Sonia restent à la Fontaine sans nous ou que nous restions sans eux, la vente comme issue de secours. John et Sonia ne voient eux que deux pistes: qu'ils restent à la Fontaine ou la vente. Ils ajoutent même comme condition à la vente que les personnes de notre groupe ne puissent pas reprendre. Ce qui se profile est donc que John et Sonia reprennent s'ils en ont les moyens économiques (s'ils peuvent rembourser les comptes courants et les parts sociales des personnes sur le départ pour leur permettre de rebondir) ou la vente. Difficile d'appeler cela un consensus cependant, parlons plutôt d'une décision de lâcher prise où une seule des parties a lâché.

Considérations pratiques et politiques

Dans le cas d'un groupe jeune avec des différences culturelles importantes (d'âge, de parcours) comme était le nôtre, je pense que le fonctionnement "affinitaire de bon sens" et l'"élaboration d'une culture commune" ne suffisent pas. Il faut des choses plus formelles qui prévoient à l'avance que faire lorsqu'un conflit se présente. Dans un conflit, il n'y a plus de "bon sens", chacun défend ses intérêts et il est donc trop tard pour établir des règles de fonctionnement. Il est donc important je pense de travailler à l'avance sur une charte de fonctionnement ou un règlement intérieur qui donnent des garde-fous. Au vu de notre expérience, il me semble important de préciser les statuts des habitants, des compagnons et des enfants d'habitants: les droits et les devoirs liés à ces statuts. Car ce qui vaut dans la famille par "bon sens" ne vaut pas forcément dans un collectif de vie. Si nous étions un grand nombre à aspirer à une égalité de droits entre les personnes qui avaient le même statut d'"habitant permanent", John et Sonia ont eux plaidé pour le respect de l'antériorité ou pour une notion d'équité prenant en compte des "engagements différenciés" (de capital, de cheminement existentiel etc.). L'ambiguïté sur les

statuts (des enfants notamment) a participé à nous rendre impuissants dans la résolution de ce conflit. Si nous sommes attachés au fonctionnement au consensus qui permet de prendre en compte l'avis de tout le monde, de cheminer ensemble, de visibiliser les désaccords etc. Il est important de réfléchir à ce qu'on fait lorsque le consensus ne fonctionne plus ou lorsqu'il est utilisé à répétition comme un outil de blocage. D'ailleurs, je doute que le consensus soit l'outil le plus adapté lorsqu'il y a conflit d'intérêts ou lorsqu'une des parties prétend détenir la vérité irréfutable et refuse de bouger ses positions d'un iota.

Je dirais que lorsque le consensus est bloqué, il faut soit choisir une méthode pour trancher (voter ou avoir recours à une autre assemblée en mode "conseil des sages" ou fonctionner au consensus moins 1 ou 2 personnes), soit que les parties en désaccord prennent acte de leur incompatibilité et se séparent. Dans notre situation, 10 personnes ayant proposé un consensus doivent quitter le lieu insatisfaites car 2 personnes s'y sont opposées sans rien proposer de constructif et qu'aucune alternative n'était prévue.

Il est donc important d'avoir anticipé la question des départs et d'avoir parlé de la possibilité ou non d'exclure. Pour moi, s'il est impossible d'exclure formellement, alors cela revient à exclure de façon indirecte les personnes qui ne peuvent pas vivre avec quelqu'un qui dépasse les limites. Je suis donc pour la possibilité d'exclure, à priori en dernier recours. L'exclusion est un outil dont il ne faut bien sûr pas abuser si on ne veut pas reproduire des schémas de la société qui ne nous conviennent pas. De plus, cela peut être facile de trouver un bouc émissaire dans un groupe afin de ne pas faire sa propre introspection ou éviter de se poser des questions de fond plus dérangeantes.

Il peut être important de parler de la question de la légitimité ressentie par les uns et les autres et de savoir sur quoi elle se fonde. Cela permet de connaître les raisons de l'attachement au lieu de chacun, de mieux se connaître, d'essayer de faire en sorte que tout le monde se sente légitime et d'éviter les trop grosses disparités.

Dans notre cas, John et Sonia se sentent plus légitimes que nous car John estime que ce projet est l'aboutissement pour lui de "décennies de

cheminement existentiel". Ils ont de plus pas mal d'argent dans le projet (30000 euros de parts sociales et 70000 euros de comptes courants) ce qui, je pense, participe au sentiment de légitimité. Dans le cadre d'une SCI, il me semble donc important d'éviter des écarts initiaux trop importants en terme d'investissement de base ou de prévoir un échéancier de remboursement clair pour les gommer.

Pour nous, le fait qu'on soit 10 en phase et aptes à fonctionner ensemble et le fait que nous étions beaucoup plus présents dans les activités paysannes que John et Sonia ou plus disponibles pour l'accueil des coopérateurs et des personnes de passage fait qu'on se sentait également légitimes pour reprendre la ferme. Mettre en place des chantiers collectifs inclusifs pour tout le monde peut permettre que tout le monde se sente investi dans le travail commun.

Pour moi, l'inter-générationnalité promue par le projet a été un gros échec. J'ai surtout vu des écarts culturels sur la question du patriarcat et des écarts de situation entre les plus jeunes qui avaient peu d'épargne et de revenus et les plus âgés qui avaient un capital et une rente. Les deux familles qui vont peut-être reprendre le lieu ont en commun d'avoir derrière eux une carrière, avec eux du capital immobilier et financier, et devant eux une retraite ou une rente.

Bien sûr, le montage SCI propriétaire + association usagère pose question. L'opportunité que l'association contracte un bail emphytéotique était en discussion et n'a pas abouti.

Dans notre cas où les départs n'ont pas été prévus à l'avance, il va être compliqué pour nous de récupérer notre mise financière de départ. En effet, la vente ne peut être votée en AG de la SCI qu'avec 75% des voix des associés donc les deux familles qui veulent rester peuvent la bloquer. De plus, une personne qui quitte la SCI est tenue de trouver par elle-même un repreneur pour ses parts ce qui est délicat dans notre cas puisqu'on est en désaccord profond avec les personnes qui voudraient reprendre. Il va donc nous falloir négocier.

Le fonds de dotation semble être un outil intéressant qui évite de donner du pouvoir aux plus gros porteurs de parts que l'on va s'atteler à étudier pour la suite.

Enfin, le conflit que nous avons vécu donne un certain écho aux invitations des camarades de La Lenteur à articuler la critique culturelle (perte du sens de l'activité, déracinement, aliénation par le travail) et la

critique sociale (exploitation capitaliste, inégalités sociales, dominations de classe, détention des moyens de production, patriarcat).

La suite

Il aurait été souhaitable pour notre groupe de rester et de reprendre cette ferme mais John et Sonia ne veulent pas partir (ils resteront là jusqu'à un "empoisonnement quasi-total" selon John) et il est difficilement envisageable de les virer manu militari. De toute façon, il aurait été assez périlleux économiquement pour nous de reprendre (un des atouts et une des faiblesses du lieu est que les bâtis en bon état initial coûtent très cher, plus de 300000 €). Dans un contexte plus apaisé, l'aventure de la reprise aurait pu être stimulante et motivante mais ce n'est pas le cas.

Pour nous, il s'agira de récupérer l'argent que nous avons investi dans le projet et d'essayer de construire quelque chose dans le même esprit sur ce bout de territoire, en essayant de prendre acte des échecs du projet de la Fontaine. Peut-être trouver une opportunité de ferme à retaper ou de terrain avec une ruine pour avoir des contraintes financières plus faibles. Profiter de ce temps de transition pour nous former, pour mettre des choses au clair entre nous sur ce qu'on veut vraiment partager et ce qu'on ne veut plus, pour continuer les chantiers collectifs d'entraide sur le territoire afin de prendre soin de notre réseau.

Elios

réponses, questions, remarques etc. à
elie.parachini@gmail.com



Photo de campagne d'affichage de
RadisToFigh